

SYRIE

Amnesty International se félicite de la libération de cinq prisonniers d'opinion

Index AI : MDE 24/01/97

Amnesty International salue la libération de Jadi Nawfal, Yaqub Musa, Hassan Ali, Hussam Salama et Thabit Murad, cinq défenseurs des droits de l'homme qui venaient de purger une peine de cinq ans à la prison de Saidnaga, en Syrie.

« Arrêtés uniquement pour avoir défendu les droits de l'homme en Syrie, ces hommes n'auraient jamais dû être incarcérés, a déclaré l'Organisation lundi 24 février 1997. Nous demandons maintenant aux autorités syriennes de libérer sans délai les cinq autres prisonniers d'opinion arrêtés au cours de la même période. »

Les cinq hommes qui viennent d'être libérés avaient été interpellés en même temps que douze autres par le Service des renseignements militaires, entre décembre 1991 et janvier 1992. Leur interpellation était liée aux activités d'une organisation bénévole et non officielle, créée en 1989 et portant le nom de Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie (CDB). Le 10 décembre 1991, journal des droits de l'homme, les CDB avaient publié et diffusé un tract critiquant les violations des droits de l'homme commises en Syrie ainsi que la réélection du président Hafez el Assad au début du mois de décembre 1991, tract qui avait provoqué les arrestations.

Les 17 membres des CDB ont été inculpés de propagation de fausses nouvelles et de réception de fonds en provenance de l'étranger. Ils ont été jugés par la Cour suprême de sûreté de l'État, à l'issue d'un procès inique. Cette cour n'est pas tenue de respecter le Code syrien de procédure pénale, et ses décisions sont sans appel. Le 17 mars 1992, trois des accusés ont été mis hors de cause et quatre, condamnés à trois ans d'emprisonnement. Ces derniers furent cependant libérés à la fin du mois de mai 1992. Les dix autres accusés ont, quant à eux, été condamnés à des peines allant de cinq à dix ans d'emprisonnement.

Jadi Nawfal, Yaqub Musa, Hassan Ali, Hussam Salama et Thabit Murad furent tous condamnés à cinq ans d'emprisonnement. Après avoir purgé leur peine, ils ont été transférés pendant plusieurs semaines dans un centre de détention, puis ils ont été libérés.

Aktham Nuaysa, Muhammad Ali Habib et Afif Muzhir, condamnés à neuf ans d'emprisonnement, Nizar Nagguf, condamné à dix ans d'emprisonnement et Bassam al Shaykh, condamné à huit ans sont toujours en prison. Aktham Nuaysa et Nizar Nagguf auraient été torturés pendant leur détention préventive, et l'état de santé d'Aktham Nuaysa serait en train de se détériorer. Nizar Nagguf aurait été transféré à la prison de Mezzé tandis que les autres seraient tous détenus à la prison de Saidnaga.

Amnesty International demande aux autorités syriennes de libérer immédiatement et sans condition Nizar Nagguf, Aktham Nuaysa, Muhammad Ali Habib, Afif Muzhir et Bassam al Shaykh, ainsi que tous les autres prisonniers d'opinion encore détenus en Syrie.